



Groupe Rassemblement National - Région Centre-Val de Loire

Session Plénière des 28 et 29 Juin 2018

RAPPORT N° 18.04.04 – Communication sur les Aides Economiques 2017

Intervention de Jean-René COUEILLE

Monsieur le Président, chers Collègues,

Le bilan des aides économiques mises en œuvre dans notre région en 2017 montre que si des avancées substantielles ont été accomplies, certains dispositifs ne sont pas exempts de critique et qu'au final la situation économique régionale est loin d'être satisfaisante.

Tout d'abord, le transfert des compétences économiques des départements vers les régions voulu par la loi NOTRe a constitué l'essentiel des 17 M€ d'augmentation du budget régional consacré au développement économique qui est passé de 46 M€ en 2016 à 63 M€ en 2017. On ne peut donc pas considérer qu'il y a eu un engagement financier supplémentaire a été consenti.

Il faut cependant noter l'effort de rationalisation des différents systèmes d'aides économiques, la poursuite de la concentration des moyens financiers avec des investisseurs institutionnels et privés afin d'obtenir des effets de leviers plus importants ainsi que la simplification des procédures pour les porteurs de projets.

Nous avons soutenu et continuerons à le faire, le développement des clusters et pôles de compétitivité comme nous soutenons la création de Dev'Up qui permettra, nous l'espérons, de mettre en cohérence les actions d'information, de diffusion technologique et de promotion des productions et savoir-faire régionaux avec les objectifs du SRDE21.

L'activité de garantie bancaire au profit des TPE et PME en partenariat avec BPI France a montré sa pertinence avec un montant total garanti de 16,6 M€ et ce type d'aide nous semble devoir être privilégié car il permet grâce à l'effet de levier qu'il procure, une efficacité plus grande que les subventions forcément limitées.





Groupe Rassemblement National - Région Centre-Val de Loire

Les CAP filières qu'ils soient agricoles ou consacrés à l'artisanat et à l'industrie ont été refondus afin d'optimiser leur rendement et de simplifier les procédures en particulier pour les aides de petits montants.

La création du CAP « Hébergement touristique pour tous » par fusion des CAP existants auparavant va dans le même sens.

Le soutien à la transition écologique qui a reçu 3,5 M€ est nécessaire mais nous souhaiterions avoir un retour chiffré sur la réalisation effective des projets soutenus hors rénovation énergétique des bâtiments.

Nous suivons avec intérêt la montée en puissance des EPCI et parallèlement la prise de participation de la Région de 25% des parts, soit un apport en capital de 5,58 M€ dans la Société d'Economie Mixte Territoire Développement destinés à créer une offre immobilière locative à destination des entreprises mais nous serons attentifs à leurs résultats car il faudrait au final un retour sur investissement positif.

Nous avons aussi approuvé dans le domaine de l'Economie Sociale et Solidaire les actions de Centre ACTIF dans le domaine de la garantie du micro-crédit professionnel bancaire.

En revanche, ce rapport identifie, à la suite du SRDE2I, l'ESS comme un « axe de progrès ». A notre sens, il est vraiment nécessaire de progresser dans la gestion de CAPAsso qui a consommé 7 683 000 € de subventions pour financer, c'est-à-dire payer les salaires et les charges de 336 postes aidés dont 225 en renouvellement ce que nous considérons comme parfaitement anormal et que nous dénonçons régulièrement en commission en refusant de participer au vote.

Aider des associations à démarrer en prenant en charge des salaires pendant 3 ans est admissible, ce qui ne l'est pas c'est de voir renouveler 2 ou 3 fois ces aides au même montant, souvent au profit d'associations proches idéologiquement de la majorité régionale. Ce système pervers empêche de nouvelles associations d'être soutenues et nous demandons, une fois encore, que soit mis en place un tarif dégressif afin d'inciter fortement à un autofinancement que trouvent nombre d'associations, sportives entre autres, qui elles sont bien gérées.





Groupe Rassemblement National - Région Centre-Val de Loire

Cependant, malgré les dizaines de millions d'aides injectés chaque année le bilan économique de la région est plus que contrasté.

Le taux de chômage a certes baissé de 0,5% en 2017 passant de 9,5% à 9% mais il ne s'agit que d'une baisse de 1% depuis 2014 ;

L'évolution du PIB par région entre 2007 et 2014 (derniers chiffres disponibles) nous situe au 3^{ème} plus mauvais rang avec -5,1% devant le Grand Est (5,8%) mais derrière la Normandie (-3,3%) ;

Enfin une étude de plateforme de recrutement Qapa parue dans l'Express du 6 juin 2018 nous situe avant dernière région favorable à l'emploi des jeunes post baccalauréat juste devant la Corse.

Certes, tout cela n'est pas la faute de l'exécutif régional mais il faut tout de même admettre que la majorité qui dirige depuis 17 ans a soutenu les politiques libérales et européistes qui ont livré nos entreprises à une concurrence de plus en plus déloyale, à des réglementations paralysantes et à une fiscalité délirante qui détruisent petit à petit notre tissu économique.

Je vous remercie.

